



Lundi 18 mars 2024

Salariés du public et du privé : mêmes attaques, même combat

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 et ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de tri social à l'école.

Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « *Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante.* » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmilière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

1200 de perdus, 15 de retrouvés !

La semaine prochaine, les travaux du laboratoire de chimie doivent (enfin) commencer. C'était la carotte de la direction et de sa commission E-Lardy pour essayer de nous faire avaler la restructuration du site.

Résultat : 15 postes à pourvoir au laboratoire de chimie. Autant dire rien du tout, par rapport aux 1200 emplois supprimés en 5 ans.

Comme un mauvais Sénard

« Les salariés ne devraient pas penser qu'au salaire » a déclaré la semaine dernière J-D. Sénard sur Radio Classique - une chaîne du milliardaire Bernard Arnault... Content de lui, il a déclaré « On a fait ce qu'il fallait » chez Renault sur les salaires, alors qu'on a tous perdu du revenu depuis 2 ans à cause des augmentations inférieures à l'inflation.

Selon lui, ce n'est pas le salaire qui compte, mais la « motivation profonde » des salariés. Faut dire qu'il s'y connaît dans le domaine, vu le nombre de collègues dégoûtés par les restructurations qui ont quitté Renault.

L'argent ne fait pas le bonheur, mais...

Ou alors Sénard parlait peut-être de la rémunération de De Meo, qui a augmenté de 17% et dépasse les 5 millions d'euros. C'est sûr qu'à ce tarif-là, on peut penser à autre chose ! Mais quand on gagne 100 ou 200 fois moins que lui, c'est parfois difficile de faire abstraction du niveau de son compte en banque...

Renault Trafic... le droit du travail

Après une alerte lancée par le syndicat CGT et une enquête ouverte par le parquet du Havre, le groupe Renault va se retrouver en correctionnelle pour un « recours abusif à l'intérim » à l'usine de Sandouville. Entre 2014 et 2018 la direction a embauché des centaines de d'intérimaires pour produire le Trafic. Parfois ils étaient plus nombreux que les CDI.

Une manière de pressurer les précaires, et tous les salariés. La justice reproche à Renault 700 emplois abusifs d'intérimaires. Mais peu de chances qu'elle condamne ce système où les patrons jettent les salariés quand ils n'en ont plus besoin.

Renault Flins : à quand le recyclage des salariés ?

Le gouvernement se vante de faire du « leasing social » avec des petites voitures électriques accessibles à tout le monde et moins polluantes que les SUV électriques, mais dans le même temps Renault va arrêter la production de la Zoe à Flins à la fin du mois. Pour la remplacer par du reconditionnement de véhicules d'occasion.

Quant aux 2000 salariés, on voit mal ce qu'ils vont faire dans cette usine si elle ne produit plus de véhicules... La direction se félicite de son projet d'économie circulaire mais pour ceux qui restent sur le carreau à Flins comme ailleurs, on tourne en rond.

Macron « honore » la richesse

Macron a décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur Bernard Arnault, patron de LVMH et propriétaire de plusieurs titres de presse.

Pour le féliciter et lui cirer les chaussures étaient présents Elon Musk, Vincent Bolloré, Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Anne Hidalgo, Rachida Dati... une belle brochette d'exploiteurs et de politiciens à leur service.

Avec sa fortune de 230 milliards de dollars, Bernard Arnault est l'homme le plus riche du monde : ça vaut bien une médaille !

Vive la liberté de (racheter) la presse !

CMA CGM, propriété du milliardaire Rodolphe Saadé, va racheter Altice Media, jusque-là propriété de Patrick Drahi, pour la bagatelle de 1,5 milliard d'euros.

Ce groupe comprend, entre autres, *BFMTV* et *RMC*. CMA CGM a réalisé 42 milliards d'euros de bénéfices en deux ans en profitant de la crise sanitaire.

Avec Bouygues (groupe TF1), Arnault (groupe Les Échos-Le Parisien), Bolloré (Prisma média, Canal+, Lagardère) et quelques autres, Saadé entre dans la cour des capitalistes qui se paient une influence politique via les médias.

SANS PATRIE
NI FRONTIÈRES !

UNITÉ DE CLASSE CONTRE LA POLITIQUE
MIGRATOIRE DE « L'EUROPE FORTERESSE »

MEETING

23 MARS - 17H

THÉÂTRE LE RÉPUBLIQUE
1 BD SAINT-MARTIN, PARIS
(MÉTRO RÉPUBLIQUE)

nouveaupartianticapitaliste.fr
edizionilottacomunista.com

NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
lotta comunista